



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Mel : sntrs-cgt@cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°355 du 5 janvier 2026

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive

- Relevé de décision de la CE du 23 octobre 2025

Relevé de décision de la CE du 23 octobre 2025

Ordre du jour :

1. Rapport introductif
2. Rapport des organismes du SNTRS-CGT
3. Débat général
4. Groupe de travail écologie et environnements
5. Retour formation VSS
6. Préparation JE+CSN
7. Augmentation des remboursements des repas de midi
8. Proposition de revendication de la section Alpes
9. Validation des délégués retraités SNTRS à la conférence nationale de l'UFR de la FERC les 19,20 et 21 novembre

1. Rapport introductif (Actu) Claudia Gallina

Alors que la situation dans le monde semble s'améliorer un peu avec la libération des otages à Gaza, comme quoi lorsque les USA le souhaitent réellement c'est possible... Le cessez le feu reste très fragile.

Dans le même temps chez nous, en France, la situation politique continue de se dégrader. Le président Macron refuse toujours la volonté du peuple, exprimée lors des élections législatives de 2024. Il continue inéluctablement à nommer des 1^{ers} ministres et des gouvernements issus de partis qui ont perdu ces élections.

De même Il ne reconnaît toujours pas la sanction de sa politique qui a été exprimée par les électeurs. Il persiste à vouloir imposer au peuple la destruction des acquis sociaux, la baisse du pouvoir d'achat, l'appauvrissement d'une majorité de français, au profit de quelques-uns : les plus riches.

Il continue aussi d'organiser la destruction de notre statut, la diminution des fonctionnaires et destruction des services publics (fermeture de lits à l'hôpital, fermeture de services publics de proximité, dématérialisation de certains services ...

Avec des annonces comme :

- La suppression de 3 000 postes en 2026 ainsi que le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027.
- Jours de carences et perte de 10% de salaire en cas de congés de maladie ordinaire (CMO) y compris en cas de grossesse ou d'affections chroniques ...
- ...

Cette attitude jusqu'au-boutiste d'Emanuel Macron met notre modèle social et la stabilité de notre économie et de notre pays en grave danger. En effet, cette année encore le budget de l'État risque de ne pas être voté. Et l'épée de Damoclès de la censure du gouvernement est toujours présente.

Dans notre secteur, malgré la LPR, les budgets consacrés à la recherche en France continueront à stagner en 2026 comme le prévoit le projet de loi de finance (PLF) qui vient d'être présenté par Sébastien Lecornu. Donc si on raisonne en euros constants c'est une nouvelle baisse !

La France est à 2,2 % du PIB depuis 25 ans, avec une part de la recherche publique de 0,75 % seulement. Dans le même temps l'Allemagne par exemple est passée de 2,1 % du PIB à 3,1% (+46%) en respectant ainsi les accords de Lisbonne de 2000 qui demandaient aux pays de l'UE d'arriver à 3% du PIB.

Nos crédits baissent d'autant plus que l'État ne compense toujours pas les mesures qu'il a prises, comme les 5 points d'indices supplémentaires en 2024 suite à l'inflation, comme les CAS pensions des fonctionnaires, et sans doute en 2026 la part employeur de la PSC qui ne semble pas figurer dans ce PLF ...

Nos organismes de recherche sont de plus en plus fragilisés. L'état puise dans nos fonds de roulements. Cela induit des choix discutables comme les Keylabs et autres désuétudes au CNRS alors qu'à l'Inserm, le PDG a annoncé en CSAE qu'il allait sans doute devoir choisir entre une diminution des recrutements et des crédits récurrents des labo.

Mais la déstabilisation organisée de nos organismes publics de recherche va bien plus loin. En effet, le déploiement à marche forcée de certains outils mutualisés, inadaptés et non abouti comme Sifac +, désorganise tout le fonctionnement interne. Tout comme, le manque de postes titulaires (plus de 40% de CDD en 2024 à l'Inserm 22% dans la fonction publique FP) qui induit une perte des savoirs (de l'expérience). Ou encore, les méthodes de management vertical, très agressives qui génèrent de plus en plus de RPS, sans parler de la politique de déni et le manque de réactivité de nos administrations face à ces problèmes RPS.

Conséquence de cette politique calamiteuse :

- La France est passée de 6e au 13e rang mondial (rapport de l'Observatoire des Sciences et Techniques (OST) qui révèle que l'Hexagone a lourdement chuté dans le classement mondial du nombre de publications scientifiques entre 2010 et 2022)
- Baisse des effectifs : par exemple en 7 ans à l'Inserm c'est -25% des techniciens et sur 10 ans la quasi-disparition des AT, alors que les besoins et la charge de travail ne sont pas en baisse.
- Un travail technique et administratif, accru par le financement par appels à projet (AAP) est redistribué, y compris aux chercheurs, au détriment du temps recherche.
- La perte d'attractivité :
 - Perte de sens de nos métiers
 - Augmentation de la charge de travail
 - Précarité en forte hausse (CDD, CPJ, CDI de missions)
 - Niveaux de salaire trop bas en regard de nos niveaux d'expertises.
 - Décrochage de notre pouvoir d'achat de 30% depuis le gel du point.
 - « Smicardisation » toujours plus importante des salaires qui concerne tous les grades, car nos grilles s'aplatissent à chaque revalorisation du smic.

La recherche ne serait-elle pas sacrifiée au profit d'autres priorités plus glorieuses ?

Macron lassé d'être Jupiter préfère-t-il se prendre pour Napoléon ?

En effet, l'argent ne manque pas pour tout le monde, et les bruits de bottes se rapprochent !

L'armée voit ses budgets augmenter et la fabrique de la peur est en marche :

- Un livret d'épargne spéciale est créé : le « fond défense » plus lucratif (5%) que le livret A (1,7%)
- Des discours alarmistes à la radio et sur les chaînes de télévision
- Les ZRR sont de plus en plus présentés donnant ainsi les clés de nos laboratoires au ministère de la défense.
- Des enquêtes pour connaître les laboratoires qui pourraient collaborer avec l'armée.
- Des formations à la 'médecine de guerre' dans certains hôpitaux publics
- ...

L'influence montante de l'extrême droite un peu partout dans le monde ne faisant qu'accentuer le bruit de fond.

Nous devons prendre la mesure de ce qui se met en place. Nous devons nous opposer avec fermeté. L'argent de l'État est le fruit du travail des Français. Il doit être employé pour améliorer leurs conditions de vie, pour l'enseignement, la santé, la préservation de notre planète, pour la recherche au profit de l'humanité. Il doit être utilisé pour le bien de tous et non pour enrichir quelques-uns et non pour préparer la destruction des biens et des personnes.

2. Rapport des organismes du SNTRS-CGT

INED :

Promotion ITA : à l'ancienneté et non au mérite (CFDT)

L'intersyndicale ne fonctionne pas. de manière optimale : une aide du syndicat serait souhaitable pour une rencontre avec les responsables des autre syndicat et de sud recherche en particulier

Budget il manque 1M depuis 3 ans ->

Menace d'être intégré au CNRS : le directeur la répété à plusieurs reprises

La direction parle de mutualisation (services supports)

Ined compte 170 titulaires

INSERM :

Retour de la CE Inserm, les points principaux :

- Au bilan du CAES Inserm les 'actions handicapées' le travail annoncé dans la profession de foi a été réalisé
- La présentation de Patrice Morales sur les 'défenses des personnels' a été très appréciée
- La demande de la présence des OS dans les réunions nouveaux entrants doit être réitérée
- PSC les retours des agents suite aux formations de l'Inserm sont mitigées les formations SNTRS sont plus complètes et précises
- Les problèmes personnels de ZOO tech et laverie sont important : Un GT Sntrs au niveau national serait un plus. Voir le dossier sur la DR de Nice -> Patrice (+ Pénibilité)

INRIA :

Le PDG avait comme but d'appliquer la stratégie de l'État : rapprochement avec l'université, l'armée et créer des startups. Mais le budget de l'Inria présente 24 M€ de déficit. L'État demande un plan d'économie de plus la subvention pour charge de service publique baisse

Les propos du PDG sont que 'le message à faire passer, est d'être serein'

De plus, l'incitation à travailler avec l'armée est très forte. et le projet de passage de l'Inria en ZRR avance rapidement.

Une mobilisation est en cours de réflexion avec peut-être une pétition.

IRD :

La CO-secrétaire SNTRS-CG actuelle quitte l'IR, elle doit être remplacée prochainement.

Participation au Congrès de l'UD de Marseille qui fut mouvementé et Nézhi a été élu au nouveau bureau de l'UD de Marseille.

Un webinaire PSC de la Ferc-CGT est prévu prochainement.

Les élections pro sont dans 1 an : le bureau IRD souhaite se préparer dès janvier.

CNRS :

- Baisse 2,9 M€ des budgets récurrents mais augmentation des projets européens.
- Augmentation des tarifs des repas pénalise les agents : +25% soit 1 à 2 € de plus par repas pour la restauration social -> Une pétition intersyndicale a été lancée.

- Un groupe de travail sur la modernisation de l'action sociale est mis en place au CNRS -> un GT est mis en place au niveau de la CE du SNTRS-CGT pour aider les camarades du GT CNRS
- Au CS du CNRS 2 constats importants : la désuétisation de certaines structures et une modification des missions des instituts, en institut nationaux
- Le soutien de la montée en puissance des agences de programme est en haut de la liste dans la lettre de missions du nouveau PDG.

3. Débat général

L'austérité, retraites, pouvoir d'achat :

Les actions et leur dynamique : Les actions de 6 et du 18 septembre unitaire -> c'était plutôt bien avec une action interpro d'ensemble

Mais l'appel actuel de la CGT à des actions par professions semble faire retomber le mouvement initial. La question d'une stratégie d'union syndicale sur les questions d'austérité, retraites, pouvoir d'achat ... n'est pas toujours optimale car les points de vue sur ces questions ne sont pas forcément identiques.

Conférence sur les retraites : Il porter une attention particulière et veiller à ne pas se compromettre car le spectre de la retraite à point est présent.

Un budget de l'État qui sanctionne le social : L'État parle de taxer les chèques restaurant et chèques vacances à 10% de charges patronales pour les 80 ans des CSE : quel cadeau !

Internationale :

- Très importante mobilisation en Grèce contre l'augmentation à 13 heures de travail par jour (actuellement 8h/J) sur la place 'historique' des rassemblements au centre d'Athènes.
- Grève générale intersyndicale très suivie en Nouvelle Zélande
Le 28 octobre mobilisation pour respect des droits des peuples autochtones et de tous les travailleurs.

La PSC :

Il y a de gros leviers de bouclier chez certains agents sur le fait que la mutuelle employeur sera obligatoire. Le problème de la prévoyance -> on ne sait rien

Congrès EUROCADRE

Les nouvelles ne sont pas très bonnes.

- De fortes attaques et un lobbying très fort du patronat au niveau de l'UE.
- Des mobilisations dans pas mal de pays européens
- En Belgique, forte mobilisation contre des attaques sur les retraites

Postes et Budgets :

- C'est la 1^{ère} fois que les plafonds d'emploi fonctionnaire au CNRS et à l'Inserm augmentent. Mais ces plafonds sont loin d'être utilisés car les organismes utilisent la fongibilité asymétrique (possibilité de la LOFT) Les postes supplémentaires affichés ne seront sans doute pas mis au concours et cela ne changera sans doute pas le nombre de promotions
- Le GVT : le glissement vieillesse technicité (les échelons) ne sont pas financés non plus.
- La priorité du gouvernement est la sanctuarisation des budgets de la défense, même si par défense il faut plutôt entendre guerre. Certains autres syndicats CG se posent des questions et

en particulier, si le gouvernement souhaite des industries de défense ou bien des industries capables de se transformer en industrie de défense.

Stratégie du gouvernement concernant la recherche

- La fin des « petits organismes de recherche » (INED par exemple) -> voir ce qui se passe avec l'IPEV intégré à Ifremer
- La mutualisation -> pour économiser ...
- La montée en puissance des agences de programme.

Baisse du taux de votants mais nous sommes le syndicat qui en avons perdu le moins (98 voix seulement)

4. Groupe de travail

Un groupe de com sera mis en place pour les élections professionnelles de 2026 :

Les attendus :

- Déterminer à qui on s'adresse : les publics
- Voir le matériel vidéo qui existe déjà
- Déterminer les vecteurs à utiliser : tract, lettre infos, web, réseaux sociaux ...
- Établir un plan de com pour les élections

Pour ce groupe il faut regarder autour de nous si on a des expertises, pour aider dans ce groupe de com.

Les volontaires sont :

- ➔ Sandra
- ➔ Marie Laure

Il faut prévoir une première réunion rapidement

Le site web en cours de remplissage des informations

5. Retour sur la formation VSS

Les prises de parole en réunion : les demandes doivent être redistribuées en alternant F/H

Les commentaires des camarades formés :

- Instructif
- Formateur
- Structurant
- Nécessaire
- Précieux
- Concret intelligible
- Bcp d'échanges
- Bienveillance
- Références biblio
- Vidéos supers (ex : consentement /tasse de thé)

Vidéo sur le consentement :

<https://www.youtube.com/watch?v=yj5NcMew6qc>

6. Préparation JE/CSN

- Le 8 décembre à partir de 10h : AG des représentants des personnels et des responsables de section

- Faire le point
 - ➔ Plans d'actions
 - ➔ Retour de cette journée lors de la CE suivant le CSN
- Le 9 décembre CSN : ODJ
 - Outils d'action contre extrême droite
 - Caisse de grève : ce qui existe à la FERC / ce que l'on pourrait mettre en place au niveau SNTRS
 - Présentation financière : budget prévisionnel
 - Retour du collectif féministe
 - Retour des GT (Contractuels & Contrats, autres ?)
 - Actions à mettre en place (en fonction de l'actu)
 - Vote des modifications de remboursement frais missions SNTRS

7. GT écologie et environnement

- Il faut candidater auprès du BN

8. Revendication Alpes : Passage du CNRS à linux

- Quand c'est possible il serait préférable d'utiliser par défaut c'est du logiciel libre
- Créer un texte revendicatif sur ce sujet pour une déclaration aux CSAE de nos organismes :
 - Demandant une note de nos directions autorisant le démarrage d'une expérimentation avec des volontaires pour pouvoir faire un retour et un bilan de faisabilité.
 - Demandant la proposition d'une offre d'outils efficaces et performants qui concurrence Windows
- Inclure dans la réflexion sur les outils IA « libres » dans nos organismes :
 - La problématique de la protection des données et du droit à l'image pour les images créées par une IA qui pose des problèmes juridiques actuellement

La section Alpes devra envoyer le texte de cette déclaration avant la prochaine CE pour amendements :

- Avec la section Alpes (CNRS), Bruno (CNRS), Christian (Inria), Kouider (CNRS)

En ce qui concerne le déploiement d'applications dans nos organismes il est important d'échanger :

➔ Il est décidé de faire des points réguliers lors des CE en particulier sur Sifac+

9. Augmentation des remboursements des repas de midi

- Règle URSAF :
- Repas pris au restaurant 21,10€
- Repas sur place 7,40€
- Repas non contraint de prendre son repas au restaurant 10,30€
- Nous ne sommes pas des salariés de l'association l'aspect Urssaf ne concerne pas.
- Passage à 21,10€ pour repas de midi si pas de cantine : Vote tous pour sauf Habiba contre
- Une nouvelle convention avec l'Hôtel Ecla en plus du B&B : Vote Pour à l'unanimité
- La règle pour les remboursements des nuitées lorsqu'il n'y a pas d'hôtel conventionné :

- Il est décidé que le remboursement pour ces nuitées peut atteindre au maximum 170 €, au-delà il faut demander une autorisation et demander une validation des co-SG et mettre en copie Laetitia-Habiba-Marie

Cette notion fera l'objet d'un texte inscrit sur les formulaires de remboursement
Vote Pour à l'unanimité.

10. Retraités à l'UFR

Vote des mandats :

- Les participants à la conférences UFR Ferc
 - Délégués : (6 candidats sur 7 sièges)
 - Françoise Courtin
 - Jean-Pierre Fitoussi
 - Daniel Isabey
 - Jean Kister
 - Martine Pomerance
 - Michel Pierre
- CE UFR
 - JP Fitoussi
 - Michel Pierre

Le vote de la CE est à transmettre à la FERC

Repas fraternel le 20 nov. Les camarades sont invités à Montreuil contacter Laetitia pour s'inscrire.

11. CNF FERC Dourdan 11 et 12 décembre

- Repères santé (élus F3SCT) -> une relance sera faite par mail
 - Amendements avant 14 novembre
- Claudia et Patrick seront présents
- 4 délégués actifs et 1 retraité : Lorena Klein, Nézih Miladi, Claudia Gallina, Valérie Dessirier et Jean Kister

12. Retour du CS CNRS (Didier Gori)

Suppression des labellisations CNRS

- La direction du CNRS prétend que la délabellisation n'est pas une fermeture de la structure, donc plus de passage au CS
- Le Sntrs s'est battu pour que cela soit considéré comme une suppression car il y a changement de N° de l'unité. Il devrait y avoir une visibilité au niveau des section CNRS.
- Cela pose le problème de la mobilité des IT -> sortis des unités en restructuration et mis dans les UAR ou dans les EMR. Le statut des chercheurs leur permet d'aller où ils veulent.

Actuellement le constat est qu'il y a de nombreuses restructurations sous forme d'UAR et EMR en ce. Cela permet, entre autres une mutualisation des moyens.

Cela représente des modifications très structurantes -> mutation du fonctionnement de la recherche.

Le CS a voté contre ces changements :

Il y a 10 instituts disciplinaires au CNRS et 3 seulement ont des missions nationales avec un décret organique particulier.

Il y a actuellement un débat au CS sur renforcer la position du CNRS et pour cela une proposition de donner des missions nationales à tous les instituts.

- Mais cela représente un risque de 'vente à la découpe' et émancipation de ces instituts par rapport au CNRS.
- Les missions nationales peuvent poser aussi des problèmes de relations avec les partenaires (ISB et Inserm par exemple)